

SAS 4 EN 1

8 RUE PHILIPPE DE GIRARD

75010 PARIS

SIRET 33056833800017 - APE 4511Z

COMPTES ANNUELS
au
31 décembre 2023

**CERTIFIÉ CONFORME
A L'ORIGINAL**



EGIDE CLB

73 Boulevard de Magenta, 75010 PARIS

Téléphone : 0142401313

COMPTES ANNUELS

1 janvier 2023 au 31 décembre 2023

EGIDE CLB

73 Boulevard de Magenta, 75010 PARIS - Téléphone : 0142401313

BILAN ACTIF

	Exercice clos le 31/12/2023			Exercice clos le 31/12/22
	Brut	Amortissement et dépréciation	Net au 31/12/23	
Capital souscrit - non appelé				
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits ...	2323	2323		
Fonds commercial	77 749		77 749	77 749
Autres immobilisations incorporelles				
Autres immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	214 788	208 917	5 871	13 384
Installations techniques, matériel et outillage industriels	32 340	24 070	8 271	6 671
Autres immobilisations corporelles	295 605	121 816	173 789	201 039
Autres immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations				
Autres participations	21		21	21
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	51 700		51 700	51 053
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	674 526	357 125	317 401	349 917
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	826 244	11 768	814 475	687 815
Avances et acomptes versés sur commandes	513		513	513
Créances				
Clients et comptes rattachés	258 240		258 240	108 081
Autres créances	1 827 115		1 827 115	1 828 717
Capital souscrit - appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Actions propres				
Autres titres				
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	16 641		16 641	36 158
Charges constatées d'avance	2 671		2 671	4 185
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	2 931 423	11 768	2 919 654	2 665 468
CHARGES À RÉPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES (III)				
PRIMES DE REMBOURSEMENT DES EMPRUNTS (IV)				
ECARTS DE CONVERSION ET DIFFÉRENCES D'ÉVALUATION ACTIF (V)				
TOTAL ACTIF (I + II + III + IV + V)	3 605 949	368 893	3 237 056	3 015 385

BILAN PASSIF

	Exercice clos le 31/12/23	Exercice clos le 31/12/22
CAPITAUX PROPRES		
Capital	282 031	282 031
Primes d'émission, de fusion, d'apport...		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserve légale	28 203	28 203
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres	200 000	200 000
Report à nouveau	562 841	549 319
Résultat de l'exercice	67 534	13 522
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	1 140 609	1 073 075
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS (II)		
DETTES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	497 040	619 745
Emprunts et dettes financières diverses	795 060	576 571
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	16 899	5 617
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	639 984	641 417
Dettes fiscales et sociales	139 836	91 988
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	7 627	6 971
Instruments financiers à terme		
Produits constatés d'avance		
TOTAL DETTES (III)	2 096 447	1 942 311
ECARTS DE CONVERSION ET DIFFERENCES D'EVALUATION PASSIF (IV)		
TOTAL PASSIF (I + II + III + IV)	3 237 056	3 015 385

RÉSULTAT DE L'EXERCICE (PARTIE 1)

	Au 31/12/2023	Au 31/12/2022	Variation	
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Ventes de marchandises	4 966 039	4 662 858	303 181	7%
Production vendue de biens				
Production vendue de services	511 475	403 539	107 936	27%
Montant net du chiffre d'affaires	5 477 514	5 066 397	411 117	8%
dont à l'exportation	1 334		1 334	
Production stockée				
Production immobilisée				
Subvention d'exploitation	18 207	24 939	(6 732)	-27%
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	12 600	11 771	829	7%
Autres produits	6 041	4 950	1 091	22%
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	5 514 362	5 108 056	406 306	8%
CHARGES D'EXPLOITATION				
Achats de marchandises	4 270 392	3 901 620	368 772	9%
Variation de stock	(128 082)	20 326	(148 408)	-730%
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stock				
Autres achats et charges externes	559 317	525 563	33 754	6%
Impôts, taxes et versements assimilés	26 076	25 218	858	3%
Salaires et traitements	457 382	397 280	60 101	15%
Charges sociales	178 197	149 735	28 463	19%
Dotations aux amortissements				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	36 636	49 382	(12 746)	-26%
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	11 768	10 347	1 421	14%
Dotations aux provisions				
Autres charges	1 743	3 015	(1 273)	-42%
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	5 413 428	5 082 487	330 942	7%
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	100 933	25 570	75 364	295%
Bénéfice ou perte transférée (III)				
Pertes ou bénéfice transféré (IV)				
TOTAL QUOTE-PART DE RESULTAT SUR OPERATIONS EN COMMUN (III - IV)				
PRODUITS FINANCIERS				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	13	67	(54)	-81%
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)	13	67	(54)	-81%
CHARGES FINANCIÈRES				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées	7 327	6 859	468	7%
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES (VI)	7 327	6 859	468	7%
2. RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)	(7 314)	(6 792)	(522)	-8%
3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - V + V - VI)	93 619	18 777	74 842	399%

RÉSULTAT DE L'EXERCICE (PARTIE 2)

	Au 31/12/2023	Au 31/12/2022	Variation	
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital	33 850	11 250	22 600	201%
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS (VII)	33 850	11 250	22 600	201%
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
Sur opérations de gestion	639	3 974	(3 335)	-84%
Sur opérations en capital	36 235	3 853	32 382	840%
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES (VIII)	36 874	7 827	29 047	371%
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	(3 024)	3 423	(6 447)	-188%
PARTICIPATION DES SALARIÉS AUX RÉSULTATS (IX)				
IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES (X)	23 061	8 678	14 383	166%
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	5 548 225	5 119 373	428 852	8%
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	5 480 690	5 105 851	374 840	7%
BÉNÉFICE OU PERTE	67 534	13 522	54 012	399%

ANNEXE

1 janvier 2023 au 31 décembre 2023

EGIDE CLB
73 Boulevard de Magenta, 75010 PARIS - Téléphone : 0142401313

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Néant

Circonstances qui empêchent la comparabilité d'un exercice à l'autre

Néant

Autres éléments significatifs

Néant

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

1. Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31 décembre 2023 ont été établis selon les normes définies par le plan comptable général approuvé par arrêté ministériel du 22/06/1999, la loi n° 83-353 du 30/04/1983 et le décret 83-1020 du 29/11/1983, et conformément aux dispositions des règlements comptables 2000-06 et 2003-07 sur les passifs, 2002-10 sur l'amortissement et la dépréciation des actifs et 2004-06 sur la définition, la comptabilisation et évaluation des actifs.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

2. Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement et de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Le coût d'une immobilisation produite par l'entreprise pour elle-même est déterminé en utilisant les mêmes principes que pour une immobilisation acquise. Ce coût de production inclut le prix d'achat des matières consommées, des coûts attribuables à la préparation en vue de l'utilisation envisagée après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement. Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et/ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Logiciels	5 ans
Agencement, aménagement, installation technique	5 à 10 ans
Matériel et outillage industriel	3 à 10 ans
Matériel de transport	4 ans
Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans

L'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

3. Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations, les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production. Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks. Les intérêts sont exclus pour la valorisation des stocks.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

4. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

5. Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

6. Engagements en matière de retraite

La législation Française prévoit que des indemnités soient versées aux salariés au moment de leur départ en retraite, en fonction de leur ancienneté et de leur salaire à l'âge de la retraite. L'engagement correspondant aux droits à indemnité de départ en retraite n'est pas provisionné dans les comptes sociaux.

Le montant de cet engagement à la clôture de l'exercice, évalué selon la méthode actuarielle tient compte des salaires projetés de fin de carrière.

Les principales hypothèses d'évaluation sont les suivantes :

Départ volontaire à 65 ans

Taux d'actualisation de 3,17%

Taux de progression des salaires (inflation incluse) de 1%.

IMMOBILISATIONS

	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation légal
		Réévaluation	Acquisitions	Virements de poste à poste	Cessions et mises hors service		Valeur d'origine en fin d'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES							
Frais d'établissement et de développement							
Autres postes d'immobilisations incorporelles	80 072					80 072	
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I)	80 072					80 072	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
Constructions sur sol d'autrui							
Installations générales, agenc- des construction	214 788					214 788	
Installations techniques, matériel et outillage ind	28 867		3 473			32 340	
Installations générales, agencements divers	263 111					263 111	
Matériel de transport	684				684		
Matériel de bureau et informatique, mobilier	36 994				4 500	32 494	
Emballages récupérables et divers							
Immobilisations corporelles en cours							
Avances et acomptes							
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)	544 444		3 473		5 184	542 733	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES							
Participations évaluées par mise en équivalence							
Autres participations	21					21	
Autres titres immobilisés							
Prêts et autres immobilisations financières	51 053		647			51 700	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (III)	51 075		647			51 721	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	675 590		4 120		5 184	674 526	

AMORTISSEMENTS

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Situations et mouvements de l'exercice			
	Montant des amortissements au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux cessions d'actif	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement et de développement				
Fonds commercial				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	2 323			2 323
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I)	2 323			2 323
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Inst. générales, agencements et aménagements des constructions	201 404	7 512		208 917
Inst. techniques, matériel et outillage industriel	22 196	1 874		24 070
Inst. générales, agencements, aménagements divers	87 486	24 304		111 790
Matériel de transport	684		684	
Matériel de bureau et informatique, mobilier	11 580	2 946	4 500	10 026
Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)	323 350	36 636	5 184	354 802
TOTAL GÉNÉRAL (I+II)	325 673	36 636	5 184	357 125

CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES	Situations et mouvements de l'exercice			
	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant net à la fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
TOTAL CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES				

DÉPRÉCIATIONS

	Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant cumulé à la clôture de l'exercice
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATIONS				
Dépréciation sur immobilisations incorporelles				
Dépréciation sur immobilisations corporelles				
Dépréciation sur titres mis en équivalence				
Dépréciation sur titres de placement				
Dépréciation sur immobilisations financières				
Dépréciation sur stocks et en cours	10 347	11 768	10 347	11 768
Dépréciation sur comptes clients				
Autres provisions pour dépréciations				
TOTAL GÉNÉRAL	10 347	11 768	10 347	11 768

FONDS COMMERCIAL

Éléments	Valeurs nettes	Durée d'amortissement
Fond de commerce	77 749	N/A
TOTAL	77 749	

ÉCHÉANCES DES CRÉANCES À LA CLÔTURE

Créances	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	51 700		51 700
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	258 240	258 240	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	9 407	9 407	
Autres impôts, taxes et versements assimilés	2 000	2 000	
Créances diverses envers l'État et les collectivités publiques			
Groupe et associés	1 704 950	1 704 950	
Débiteurs divers	110 758	110 758	
Charges constatées d'avance	2 671	2 671	
TOTAL DES CRÉANCES	2 139 726	2 088 026	51 700

FILIALES ET PARTICIPATIONS

Filiales et participations	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation du résultat	Quote-part du capital détenue	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Chiffre d'affaires hors du dernier exercice écoulé	Résultats (bénéfice ou du dernier exercice clos)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
				Brute	Nette				
NÉANT									
TOTAL									

CAPITAL SOCIAL

	Nombre de titres			Valeur nominale
	À la clôture de l'exercice	Créés pendant	Remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	18 475			15
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

ÉCHÉANCES DES DETTES À LA CLÔTURE

Dettes	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an et 5 ans au plus	Échéance à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	35 389	35 389		
Emprunts et dettes à plus de 1 an à l'origine	461 652	158 088	303 563	
Emprunts et dettes financières divers	184 736	184 736		
Fournisseurs et comptes rattachés	639 984	639 984		
Personnel et comptes rattachés	33 848	33 848		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	42 714	42 714		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	49 563	49 563		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	13 710	13 710		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	610 324	610 324		
Autres dettes	7 627	7 627		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL DETTES	2 079 547	1 775 984	303 563	

VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total au 31/12/2023	Total au 31/12/2022
Prestations de services	291 360		291 360	282 437
Ventes de motos et accessoires	4 964 705	2 575	4 967 280	4 662 858
Commissions	112 829		112 829	101 617
Mise à disposition de personnels autres	6 543		6 543	8 964
TOTAL	5 375 437	2 575	5 378 012	5 055 876

ENGAGEMENTS EN MATIÈRE D'INDEMNITÉS DE FIN DE CARRIÈRE

Nature de l'engagement	Montant de l'engagement restant à la clôture de l'exercice
Indemnités de fin de carrière à verser	107 729
Valeur probable des indemnités à verser	69 805
Valeur actuelle probable des indemnités à verser	26 625
Dette actuarielle	4 229

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

	Montants
Charges d'exploitation	2671
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
TOTAL CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	2671

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

	Montants
Produits d'exploitation	
Produits financiers	
Produits exceptionnels	
TOTAL PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	

IMMOBILISATIONS EN CRÉDIT-BAIL

	Coût d'entrée	Dotations aux amortissements		Valeurs nettes
		De l'exercice	Cumulées	
Terrains				
Constructions				
Inst. tech., Matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations en cours				
TOTAL GÉNÉRAL				

ENGAGEMENTS DE CRÉDIT-BAIL

	Redevances payées à l'ouverture de l'exercice		Redevances restant à payer			Prix d'achat résiduel
	De l'exercice	Cumulées	Jusqu'à 1 an	De 1 an à 5 ans	À plus de 5 ans	
Terrains						
Constructions						
Inst. tech., Matériel et outillage						
Autres immobilisations corporelles	2 101	2 101				
Immobilisations en cours						
TOTAL GÉNÉRAL	2 101	2 101				

EFFECTIF

L'effectif au 31 décembre 2023 est de 14 salariés

CHARGES À PAYER

	Montants
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 054
Emprunts et dettes financières divers	200
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	16 032
Dettes fiscales et sociales	69 691
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	5 128
TOTAL CHARGES À PAYER	93 105

PRODUITS À RECEVOIR

	Montants
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances	81 163
Disponibilités	
TOTAL PRODUITS À RECEVOIR	

HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les honoraires du commissaire aux comptes se sont élevés pour l'exercice à la somme de 3 600 €

Michel BONNEMAISON

*Expert-Comptable
Commissaire aux comptes*

48, AVENUE MARCEAU
94340 JOINVILLE-LE-PONT

TEL : 01 43 79 99 20

SAS 4 EN 1

Société par actions simplifiée au capital de 282 031 euros

Siège Social : 8, rue Philippe de Girard
75010 PARIS

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Exercice clos le 31 décembre 2023

Rapport sur les comptes annuels

Bilan, compte de résultat, annexe comptable

Rapport spécial sur les conventions réglementées

SAS 4 EN 1

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

SAS 4 EN 1

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

A l'assemblée générale de la SAS 4 EN 1

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre assemblée générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de la société SAS 4 EN 1 relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui me sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de mon rapport, et notamment je n'ai pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

SAS 4 EN 1

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je vous informe que les appréciations les plus importantes auxquelles j'ai procédé selon mon jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de la Présidence et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président de la société.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

SAS 4 EN 1

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Joinville-le-Pont, le 3 juin 2024

Le Commissaire aux Comptes,


Michel BONNEMAISON

COMPTES ANNUELS

1 janvier 2023 au 31 décembre 2023

EGIDE CLB

73 Boulevard de Magenta, 75010 PARIS - Téléphone : 0142401313

BILAN ACTIF

	Exercice clos le 31/12/2023			Exercice clos le 31/12/22
	Brut	Amortissement et dépréciation	Net au 31/12/23	
Capital souscrit - non appelé				
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits ...	2 323	2 323		
Fonds commercial	77 749		77 749	77 749
Autres immobilisations incorporelles				
Autres immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	214 788	208 917	5 871	13 384
Installations techniques, matériel et outillage industriels	32 340	24 070	8 271	6 671
Autres immobilisations corporelles	295 605	121 816	173 789	201 039
Autres immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations				
Autres participations	21		21	21
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	51 700		51 700	51 053
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	674 526	357 125	317 401	349 917
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	826 244	11 768	814 475	687 815
Avances et acomptes versés sur commandes	513		513	513
Créances				
Clients et comptes rattachés	258 240		258 240	108 081
Autres créances	1 827 115		1 827 115	1 828 717
Capital souscrit - appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Actions propres				
Autres titres				
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	16 641		16 641	36 158
Charges constatées d'avance	2 671		2 671	4 185
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	2 931 423	11 768	2 919 654	2 665 468
CHARGES À RÉPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES (III)				
PRIMES DE REMBOURSEMENT DES EMPRUNTS (IV)				
ECARTS DE CONVERSION ET DIFFÉRENCES D'ÉVALUATION ACTIF (V)				
TOTAL ACTIF (I + II + III + IV + V)	3 605 949	368 893	3 237 056	3 015 385

BILAN PASSIF

	Exercice clos le 31/12/23	Exercice clos le 31/12/22
CAPITAUX PROPRES		
Capital	282 031	282 031
Primes d'émission, de fusion, d'apport...		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserve légale	28 203	28 203
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres	200 000	200 000
Report à nouveau	562 841	549 319
Résultat de l'exercice	67 534	13 522
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	1 140 609	1 073 075
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS (II)		
DETTES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	497 040	619 745
Emprunts et dettes financières diverses	795 060	576 571
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	16 899	5 617
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	639 984	641 417
Dettes fiscales et sociales	139 836	91 988
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	7 627	6 971
Instruments financiers à terme		
Produits constatés d'avance		
TOTAL DETTES (III)	2 096 447	1 942 311
ECARTS DE CONVERSION ET DIFFERENCES D'EVALUATION PASSIF (IV)		
TOTAL PASSIF (I + II + III + IV)	3 237 056	3 015 385

RÉSULTAT DE L'EXERCICE (PARTIE 1)

	Au 31/12/2023	Au 31/12/2022	Variation	
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Ventes de marchandises	4 966 039	4 662 858	303 181	7%
Production vendue de biens				
Production vendue de services	511 475	403 539	107 936	27%
Montant net du chiffre d'affaires	5 477 514	5 066 397	411 117	8%
dont à l'exportation	1 334		1 334	
Production stockée				
Production immobilisée				
Subvention d'exploitation	18 207	24 939	(6 732)	-27%
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	12 600	11 771	829	7%
Autres produits	6 041	4 950	1 091	22%
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	5 514 362	5 108 056	406 306	8%
CHARGES D'EXPLOITATION				
Achats de marchandises	4 270 392	3 901 620	368 772	9%
Variation de stock	(128 082)	20 326	(148 408)	-730%
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stock				
Autres achats et charges externes	559 317	525 563	33 754	6%
Impôts, taxes et versements assimilés	26 076	25 218	858	3%
Salaires et traitements	457 382	397 280	60 101	15%
Charges sociales	178 197	149 735	28 463	19%
Dotations aux amortissements				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	36 636	49 382	(12 746)	-26%
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	11 768	10 347	1 421	14%
Dotations aux provisions				
Autres charges	1 743	3 015	(1 273)	-42%
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	5 413 428	5 082 487	330 942	7%
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	100 933	25 570	75 364	295%
Bénéfice ou perte transférée (III)				
Pertes ou bénéfice transféré (IV)				
TOTAL QUOTE-PART DE RESULTAT SUR OPERATIONS EN COMMUN (III - IV)				
PRODUITS FINANCIERS				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	13	67	(54)	-81%
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)	13	67	(54)	-81%
CHARGES FINANCIÈRES				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées	7 327	6 859	468	7%
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES (VI)	7 327	6 859	468	7%
2. RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)	(7 314)	(6 792)	(522)	-8%
3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - V + V - VI)	93 619	18 777	74 842	399%

RÉSULTAT DE L'EXERCICE (PARTIE 2)

	Au 31/12/2023	Au 31/12/2022	Variation	
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital	33 850	11 250	22 600	201%
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS (VII)	33 850	11 250	22 600	201%
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
Sur opérations de gestion	639	3 974	(3 335)	-84%
Sur opérations en capital	36 235	3 853	32 382	840%
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES (VIII)	36 874	7 827	29 047	371%
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	(3 024)	3 423	(6 447)	-188%
PARTICIPATION DES SALARIÉS AUX RÉSULTATS (IX)				
IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES (X)	23 061	8 678	14 383	166%
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	5 548 225	5 119 373	428 852	8%
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	5 480 690	5 105 851	374 840	7%
BÉNÉFICE OU PERTE	67 534	13 522	54 012	399%

ANNEXE

1 janvier 2023 au 31 décembre 2023

EGIDE CLB

73 Boulevard de Magenta, 75010 PARIS - Téléphone : 0142401313

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Néant

Circonstances qui empêchent la comparabilité d'un exercice à l'autre

Néant

Autres éléments significatifs

Néant

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

1. Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31 décembre 2023 ont été établis selon les normes définies par le plan comptable général approuvé par arrêté ministériel du 22/06/1999, la loi n° 83-353 du 30/04/1983 et le décret 83-1020 du 29/11/1983, et conformément aux dispositions des règlements comptables 2000-06 et 2003-07 sur les passifs, 2002-10 sur l'amortissement et la dépréciation des actifs et 2004-06 sur la définition, la comptabilisation et évaluation des actifs.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

2. Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement et de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Le coût d'une immobilisation produite par l'entreprise pour elle-même est déterminé en utilisant les mêmes principes que pour une immobilisation acquise. Ce coût de production inclut le prix d'achat des matières consommées, des coûts attribuables à la préparation en vue de l'utilisation envisagée après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement. Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et/ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Logiciels	5 ans
Agencement, aménagement, installation technique	5 à 10 ans
Matériel et outillage industriel	3 à 10 ans
Matériel de transport	4 ans
Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans

L'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

3. Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations, les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production. Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks. Les intérêts sont exclus pour la valorisation des stocks.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

4. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

5. Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

6. Engagements en matière de retraite

La législation Française prévoit que des indemnités soient versées aux salariés au moment de leur départ en retraite, en fonction de leur ancienneté et de leur salaire à l'âge de la retraite. L'engagement correspondant aux droits à indemnité de départ en retraite n'est pas provisionné dans les comptes sociaux.

Le montant de cet engagement à la clôture de l'exercice, évalué selon la méthode actuarielle tient compte des salaires projetés de fin de carrière.

Les principales hypothèses d'évaluation sont les suivantes :

Départ volontaire à 65 ans

Taux d'actualisation de 3,17%

Taux de progression des salaires (inflation incluse) de 1%.

IMMOBILISATIONS

	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation légal
		Réévaluation	Acquisitions	Virements de poste à poste	Cessions et mises hors service		Valeur d'origine en fin d'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES							
Frais d'établissement et de développement							
Autres postes d'immobilisations incorporelles	80 072					80 072	
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I)	80 072					80 072	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
Constructions sur sol d'autrui							
Installations générales, agenc- des construction	214 788					214 788	
Installations techniques, matériel et outillage ind	28 867		3 473			32 340	
Installations générales, agencements divers	263 111					263 111	
Matériel de transport	684				684		
Matériel de bureau et informatique, mobilier	36 994				4 500	32 494	
Emballages récupérables et divers							
Immobilisations corporelles en cours							
Avances et acomptes							
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)	544 444		3 473		5 184	542 733	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES							
Participations évaluées par mise en équivalence							
Autres participations	21					21	
Autres titres immobilisés							
Prêts et autres immobilisations financières	51 053		647			51 700	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (III)	51 075		647			51 721	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	675 590		4 120		5 184	674 526	

AMORTISSEMENTS

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Situations et mouvements de l'exercice			
	Montant des amortissements au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux cessions d'actif	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement et de développement				
Fonds commercial				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	2 323			2 323
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I)	2 323			2 323
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Inst. générales, agencements et aménagements des constructions	201 404	7 512		208 917
Inst. techniques, matériel et outillage industriel	22 196	1 874		24 070
Inst. générales, agencements, aménagements divers	87 486	24 304		111 790
Matériel de transport	684		684	
Matériel de bureau et informatique, mobilier	11 580	2 946	4 500	10 026
Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)	323 350	36 636	5 184	354 802
TOTAL GÉNÉRAL (I+II)	325 673	36 636	5 184	357 125

CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES	Situations et mouvements de l'exercice			
	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant net à la fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
TOTAL CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES				

DÉPRÉCIATIONS

	Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant cumulé à la clôture de l'exercice
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATIONS				
Dépréciation sur immobilisations incorporelles				
Dépréciation sur immobilisations corporelles				
Dépréciation sur titres mis en équivalence				
Dépréciation sur titres de placement				
Dépréciation sur immobilisations financières				
Dépréciation sur stocks et en cours	10 347	11 768	10 347	11 768
Dépréciation sur comptes clients				
Autres provisions pour dépréciations				
TOTAL GÉNÉRAL	10 347	11 768	10 347	11 768

FONDS COMMERCIAL

Éléments	Valeurs nettes	Durée d'amortissement
Fond de commerce	77 749	N/A
TOTAL	77 749	

ÉCHÉANCES DES CRÉANCES À LA CLÔTURE

Créances	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	51 700		51 700
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	258 240	258 240	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	9 407	9 407	
Autres impôts, taxes et versements assimilés	2 000	2 000	
Créances diverses envers l'État et les collectivités publiques			
Groupe et associés	1 704 950	1 704 950	
Débiteurs divers	110 758	110 758	
Charges constatées d'avance	2 671	2 671	
TOTAL DES CRÉANCES	2 139 726	2 088 026	51 700

FILIALES ET PARTICIPATIONS

Filiales et participations	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation du résultat	Quote-part du capital détenue	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Chiffre d'affaires hors du dernier exercice écoulé	Résultats (bénéfice ou du dernier exercice clos)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
				Brute	Nette				
NÉANT									
TOTAL									

CAPITAL SOCIAL

	Nombre de titres			Valeur nominale
	À la clôture de l'exercice	Créés pendant	Remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	18 475			15
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

ÉCHÉANCES DES DETTES À LA CLÔTURE

Dettes	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an et 5 ans au plus	Échéance à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	35 389	35 389		
Emprunts et dettes à plus de 1 an à l'origine	461 652	158 088	303 563	
Emprunts et dettes financières divers	184 736	184 736		
Fournisseurs et comptes rattachés	639 984	639 984		
Personnel et comptes rattachés	33 848	33 848		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	42 714	42 714		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	49 563	49 563		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	13 710	13 710		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	610 324	610 324		
Autres dettes	7 627	7 627		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL DETTES	2 079 547	1 775 984	303 563	

VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total au 31/12/2023	Total au 31/12/2022
Prestations de services	291 360		291 360	282 437
Ventes de motos et accessoires	4 964 705	2 575	4 967 280	4 662 858
Commissions	112 829		112 829	101 617
Mise à disposition de personnels autres	6 543		6 543	8 964
TOTAL	5 375 437	2 575	5 378 012	5 055 876

ENGAGEMENTS EN MATIÈRE D'INDEMNITÉS DE FIN DE CARRIÈRE

Nature de l'engagement	Montant de l'engagement restant à la clôture de l'exercice
Indemnités de fin de carrière à verser	107 729
Valeur probable des indemnités à verser	69 805
Valeur actuelle probable des indemnités à verser	26 625
Dette actuarielle	4 229

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

	Montants
Charges d'exploitation	2671
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
TOTAL CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	2671

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

	Montants
Produits d'exploitation	
Produits financiers	
Produits exceptionnels	
TOTAL PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	

IMMOBILISATIONS EN CRÉDIT-BAIL

	Coût d'entrée	Dotations aux amortissements		Valeurs nettes
		De l'exercice	Cumulées	
Terrains				
Constructions				
Inst. tech., Matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations en cours				
TOTAL GÉNÉRAL				

ENGAGEMENTS DE CRÉDIT-BAIL

	Redevances payées à l'ouverture de l'exercice		Redevances restant à payer			Prix d'achat résiduel
	De l'exercice	Cumulées	Jusqu'à 1 an	De 1 an à 5 ans	À plus de 5 ans	
Terrains						
Constructions						
Inst. tech., Matériel et outillage						
Autres immobilisations corporelles	2 101	2 101				
Immobilisations en cours						
TOTAL GÉNÉRAL	2 101	2 101				

EFFECTIF

L'effectif au 31 décembre 2023 est de 14 salariés

CHARGES À PAYER

	Montants
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 054
Emprunts et dettes financières divers	200
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	16 032
Dettes fiscales et sociales	69 691
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	5 128
TOTAL CHARGES À PAYER	93 105

PRODUITS À RECEVOIR

	Montants
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances	81 163
Disponibilités	
TOTAL PRODUITS À RECEVOIR	

HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les honoraires du commissaire aux comptes se sont élevés pour l'exercice à la somme de 3 600 €

SAS 4 EN 1

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

SAS 4 EN 1

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Exercice clos le 31 décembre 2023

A l'assemblée générale de la SAS 4 EN 1

Mesdames, Messieurs,

En ma qualité de commissaire aux comptes de votre société, je vous présente mon rapport sur les conventions réglementées.

Il m'appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui m'ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont j'ai été avisé ou que j'aurais découvertes à l'occasion de ma mission, sans avoir à me prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

J'ai mis en œuvre les diligences que j'ai estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui m'ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale

Je vous informe qu'il ne m'a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 227-10 du code de commerce.

Fait à Joinville-le-Pont, le 3 juin 2024

Le Commissaire aux Comptes,


Michel BONNEMAISON